

SAMIR AMIN

PAUVRETE OU PAUPERISATION PRODUITE PAR LE PROCES D' ACCUMULATION DU CAPITAL

La mode impose aujourd' hui un discours sur la " pauvreté" et la nécessité , sinon de l' éradiquer , tout au moins d' en réduire les dimensions . Un discours de charité , style XIX ième siècle , qui ne se pose pas beaucoup la question de savoir quels sont les mécanismes économiques et sociaux qui engendrent la " pauvreté" en question , à une époque où les moyens scientifiques et technologiques à la disposition de l' humanité pourraient en permettre l' éradication totale

1- Le capitalisme et la nouvelle question agraire

Toutes les sociétés antérieures au capitalisme étaient des sociétés paysannes et leur agriculture commandée par des logiques certes diverses mais toutes étrangères à celle qui définit le capitalisme (la rentabilité maximale du capital). L' agriculture capitaliste , représentée par une classe de nouveaux paysans riches , voire de latifundiaires modernisés , ou par des domaines exploités par les transnationales de l' agro business ,s' apprete à donner l' assaut à l' agriculture paysanne . Elle en a reçu le feu vert de l' OMC à Doha . Cependant ,à l'heure actuelle le monde agricole et paysan rassemble encore la moitié de l'humanité. Mais sa production est partagée entre deux secteurs dont la nature économique et sociale est parfaitement distincte.

L'agriculture capitaliste, commandée par le principe de la rentabilité du capital, localisée presque exclusivement en Amérique du nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs qui ne sont plus véritablement des « paysans ».Mais leur productivité, fonction de la motorisation (dont ils ont presque l'exclusivité à l'échelle mondiale)et de la superficie dont chacun dispose, évolue entre 10 000 et 20 000 quintaux d'équivalent- céréales par travailleur et par an.

Les agricultures paysannes rassemblent par contre près de la moitié de l'humanité – trois milliards d'êtres humains. Ces agricultures se partagent à leur tour entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées), néanmoins fort peu motorisé, dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production évolue autour de 10 quintaux seulement par actif.

L'écart entre la productivité de l'agriculture la mieux équipée et celle de l'agriculture paysanne pauvre, qui était de 10 à 1 avant 1940, est aujourd'hui de 2000 à 1. Autrement dit les rythmes des progrès de la productivité dans l'agriculture ont largement dépassé ceux des autres activités, entraînant une réduction des prix réels de 5 à 1.

Le capitalisme a toujours combiné à sa dimension constructive (l'accumulation du capital et le progrès des forces productives) des dimensions destructives, réduisant l'être humain à n'être plus que porteur d'une force de travail, elle-même traitée comme une marchandise, détruisant à long terme certaines des bases naturelles de la reproduction de la production et de la vie, détruisant des fragments des sociétés antérieures et parfois des peuples entiers – comme les Indiens d'Amérique du Nord. Le capitalisme a toujours simultanément « intégré » (les travailleurs qu'il soumettait aux formes diverses de l'exploitation du capital en expansion – par « l'emploi » en termes immédiats) et exclu (ceux qui, ayant perdu les positions qu'ils occupaient dans les systèmes antérieurs n'ont pas été intégrés dans le nouveau). Mais dans sa phase ascendante et de ce fait historiquement progressiste il intégrait plus qu'il n'excluait.

Ce n'est plus le cas, comme on peut le voir précisément et d'une manière dramatique dans la nouvelle question agraire. Car en effet si, comme l'impose désormais l'Organisation Mondiale du Commerce depuis la conférence de Doha (Novembre 2001), on « intègre l'agriculture » à l'ensemble des règles générales de la « compétition », assimilant les produits agricoles et alimentaires à des « marchandises comme les autres », quelles en seront les conséquences certaines, dans les conditions d'inégalité gigantesque entre l'agro-business d'une part et la production paysanne de l'autre.

Une vingtaine de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux (les trois quarts des sous-alimentés du monde sont des ruraux) ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fut-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de cinq milliards d'êtres humains « en trop ».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole ») il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, cinq milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante ; la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

L'argument des défenseurs du capitalisme est que la question agraire en Europe a bien trouvé sa solution par l'exode rural. Pourquoi les pays du Sud ne reproduiraient-ils pas, avec un ou deux siècles de retard, un modèle de transformation analogue ? On oublie ici que les industries et les services urbains du XIXe siècle européen exigeaient une main d'œuvre abondante et que l'excédant de celle-ci a pu émigrer en masse vers les Amériques. Le tiers monde contemporain n'a pas cette possibilité et s'il veut être compétitif comme on lui ordonne de l'être il doit d'emblée recourir aux technologies modernes qui exigent peu de main d'œuvre. La polarisation produite par l'expansion mondiale du capital interdit au Sud de reproduire avec retard le modèle du Nord.

Cet argument – à savoir que le développement du capitalisme a bien résolu la question agraire dans les centres du système – a toujours exercé une attraction puissante, y compris dans le marxisme historique. En témoigne l'ouvrage célèbre de Kautsky (« la question agraire »), antérieur à la première guerre mondiale et bible de la social-démocratie dans ce domaine. Ce point de vue a été hérité par le léninisme et mis en œuvre – avec les résultats douteux qu'on connaît – à travers les politiques de « modernisation » de l'agriculture collectivisée de l'époque stalinienne. En fait le capitalisme, parce qu'il est indissociable de l'impérialisme, s'il a bien « résolu » (à sa manière) la question agraire dans les centres du système, a créé une nouvelle question agraire dans ses périphéries d'une ampleur gigantesque et qu'il est incapable de résoudre (sauf à détruire par le génocide la moitié de l'humanité). Dans le camp du marxisme historique seul le maoïsme avait saisi l'ampleur du défi. Et c'est pourquoi ceux des critiques du maoïsme qui voient en lui une « déviation paysanne » témoignent par cette affirmation même qu'ils n'ont pas l'équipement nécessaire pour comprendre ce qu'est le capitalisme réellement existant (toujours impérialiste), parce qu'ils se contentent de lui substituer un discours abstrait sur le mode de production capitaliste en général.

Alors que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXIe siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable sécurité alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme – autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial – ,comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes. Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial la régulation souhaitable passe probablement par des accords inter régionaux, par exemple entre l'Europe d'une part, l'Afrique, le monde arabe, la Chine et l'Inde d'autre part, répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure

2- la nouvelle question ouvrière

La population urbaine de la planète représente désormais environ la moitié de l'humanité, soit trois milliards au moins d'individus, l'autre moitié étant constituée de paysans . Les informations chiffrées concernant cette population permettent de faire le partage entre ce qu'on peut appeler les classes moyennes et les classes populaires.

Au stade contemporain de l'évolution capitaliste les classes dominantes, propriétaires formels des moyens de production principaux et cadres supérieurs associés à leur mise en œuvre, ne représentent qu'une fraction fort mineure de la population globale même si la part qu'elles prélèvent sur le revenu à la disposition de leurs sociétés est majeure. S'y ajoutent les classes moyennes au sens ancien du terme – non salariés, propriétaires de petites entreprises (et cadres moyens) qui ne sont pas nécessairement en déclin.

Mais la grande masse des travailleurs des segments modernes de la production est constituée de salariés dont la proportion dépasse alors les quatre cinquièmes de la population urbaine des centres développés. Cette masse se partage au moins en deux catégories entre lesquelles la frontière est à la fois visible de l'extérieur pour l'observateur, et vécue réellement comme telle dans la conscience des individus.

Il y a ceux qu'on peut qualifier de classes populaires « stabilisées » au sens qu'ils sont relativement sécurisés dans leur emploi, grâce entre autre à des qualifications professionnelles qui leur donnent un pouvoir de négociation avec les employeurs et sont de ce fait souvent organisés, dans certains pays tout au moins, dans des syndicats puissants. Dans tous les cas cette masse pèse d'un poids politique qui renforce leur capacité de négociation.

Les autres constituent les classes populaires précarisées formées pour partie de salariés fragilisés par leur faible capacité de négociation (du fait de leur faible qualification, de leur statut de non citoyens, ou de leur sexe – femmes, pour partie de non salariés (chômeurs formels, emplois dans l'informel pauvre). On qualifiera cette seconde catégorie des classes populaires de « précarisés », plutôt que de « peu ou non intégrés » (a fortiori « marginalisés »), parce que ces travailleurs sont parfaitement intégrés dans les logiques systémiques qui commandent l'accumulation du capital.

En croisant les informations disponibles pour les pays développés et pour certains pays du Sud (dont on extrapole les données) on obtient des ordres de grandeur des proportions que chacune des catégories définies ci-dessus représente dans la population urbaine de la planète.

Pourcentages de la population urbaine totale

	Centres	Périphéries	Monde
Classes riches et moyennes	11	13	25
Classes populaires	24	54	75
stabilisées	(13)	(11)	(25)
précarisées	(9)	(43)	(50)
TOTAL	33	67	100
Populations concernées (millions)	(1.000)	(2.000)	(3.000)

Bien que les centres ne rassemblent que 18 % de la population de la planète, leur population étant à 90 % urbanisée, celle-ci constitue encore un tiers de la population urbaine mondiale.

Si l'ensemble des classes populaires rassemble les trois quarts de la population urbaine du monde, le sous ensemble constitué par les précarisés représente aujourd'hui 40 % des classes populaires dans les centres, 80 % dans les périphéries soit deux tiers des classes populaires à l'échelle mondiale. Autrement dit également les classes populaires précarisées représentent la moitié (au moins) de la population urbaine mondiale, située à concurrence de plus de 80 % dans les périphéries, dans une proportion qui s'élève aux deux tiers de la population urbaine des périphéries et au quart de celle des centres.

Un regard sur la composition des classes populaires urbaines il y a un demi siècle, au lendemain de la seconde guerre mondiale, montre que les proportions qui caractérisaient la structure des classes populaires était à l'époque fort différentes de ce qu'elles sont devenues.

La part du tiers monde ne dépassait pas alors la moitié de la population urbaine globale (à l'époque de l'ordre du milliard d'individus) contre deux tiers aujourd'hui. Il n'y avait pas encore, à l'époque, de mégapoles comme celles que l'on connaît aujourd'hui dans pratiquement tous les pays du Sud. Il n'y avait que quelques grandes villes, notamment en Chine, en Inde et en Amérique latine.

Dans les centres, les classes populaires ont bénéficié, dans la période de l'après seconde guerre mondiale, d'une situation exceptionnelle fondée sur le compromis historique imposé au capital par les classes ouvrières permettant la stabilisation de la majorité des travailleurs dans les formes d'organisation du travail connues sous le nom de système fordiste de la grande usine. Dans les périphéries la proportion des précarisés, toujours plus forte, ne dépassait pas la moitié des classes populaires, (contre plus de 70 % aujourd'hui) l'autre moitié de celles-ci étant encore constituée pour part de salariés stabilisés dans les formes de la nouvelle économie coloniale et de la société modernisée, pour part dans des formes anciennes des activités artisanales.

La transformation sociale majeure qui caractérise la longue durée – la seconde moitié du XXe siècle – peut être résumée en un seul chiffre indicatif : la proportion des classes populaires précarisées est, passée de moins d'un quart à plus de la moitié de la population urbaine globale, et ce phénomène de paupérisation a fait sa réapparition à une échelle significative dans les centres développés eux mêmes ; le chiffre de cette population urbaine déstabilisée est passé en un demi siècle de moins d'un quart de milliard à plus d'un milliard et demi d'individus, accusant une croissance dont le taux dépasse celui de tous ceux qui caractérisent l'expansion économique, démographique ou le mouvement d'urbanisation lui-même.

« Paupérisation », il n'y a pas de qualificatif meilleur pour désigner la tendance de l'évolution dans la longue durée.

Au demeurant le fait par lui même est reconnu et réaffirmé dans le nouveau langage dominant : « réduire la pauvreté » est devenu un leit motiv des objectifs que prétendent réaliser les politiques mises en œuvre par les pouvoirs. Mais la « pauvreté » en question n'est jamais présentée que comme un fait mesuré empiriquement, soit très grossièrement par la répartition du revenu (les « seuils de pauvreté ») soit un peu moins par des indices composites (comme ceux du « développement humain » proposés par le PNUD), sans que la question des logiques et des mécanismes qui la génèrent ne soit posée.

Notre présentation de ces mêmes faits va plus loin parce qu'elle permet précisément d'amorcer l'explication du phénomène et de son évolution. Couches moyennes, couches populaires stabilisées et couches populaires précarisées sont toutes intégrées dans le même système de production sociale, mais elles y remplissent des fonctions distinctes. Certains sont donc bien « exclus » des bénéfices de la « prospérité », mais ils ne sont pas marginalisés au sens qu'ils ne seraient pas intégrés – fonctionnellement – dans le système.

La paupérisation est un phénomène moderne (on devrait parler non de la « pauvreté », mais de la « modernisation de la pauvreté »), qui n'est en rien réductible à « l'insuffisance du revenu nécessaire pour la survie ». Elle exerce des effets dévastateurs dans toutes les dimensions de la vie sociale. Sur les émigrants, bien intégrés dans les classes populaires stabilisées au cours des « trente glorieuses » (1945-1975) – ils étaient ouvriers d'usine - , désormais, pour leurs enfants et les nouveaux venus, situés en marge des systèmes productifs principaux, ce qui créé à son tour des conditions favorables pour la substitution de solidarités « communautaires » à la conscience de classe. Sur les femmes, victimes de la précarisation plus encore que les hommes, produisant une détérioration de leurs conditions matérielles et sociales. Et si les mouvements se revendiquant du féminisme ont sans doute réalisé des avancées importantes dans le domaine des idées et des comportements, les bénéficiaires de ces avancées sont presque exclusivement les femmes des classes moyennes, certainement pas celles des classes populaires paupérisées. Sur la démocratie dont la crédibilité – et partant la légitimité – est rongée par son incapacité à enrayer la dégradation des conditions d'une fraction grandissante des classes populaires.

La paupérisation est un phénomène inséparable de la polarisation à l'échelle mondiale produit immanent de l'expansion du capitalisme réellement existant, qu'on doit qualifier de ce fait d'impérialiste par nature.

La paupérisation dans les classes populaires urbaines est étroitement liée aux évolutions dont sont victimes les sociétés paysannes du tiers monde. La soumission de celles-ci aux exigences de l'expansion des marchés

capitalistes soutient des formes nouvelles de polarisation sociale qui excluent une proportion croissante des paysanneries de l'accès à l'usage de la terre. Ces nouveaux paysans pauvres ou sans terre alimentent – plus encore que la croissance démographique – l'émigration vers les bidonvilles . Or tous ces phénomènes sont appelés à s'aggraver aussi longtemps que les dogmes libéraux ne seront pas remis en cause et aucune politique correctrice, dans ce cadre, ne pourra enrayer le déploiement.

La paupérisation interpelle à la fois la théorie économique et les stratégies de luttes sociales.

La théorie économique vulgaire conventionnelle évacue les questions réelles que pose l'expansion du capitalisme. Car elle substitue à l'analyse du capitalisme réellement existant la construction de la théorie d'un capitalisme imaginaire, conçu comme une extension simple et continue de rapports d'échange (« le marché ») alors que le système fonctionne et se reproduit sur la base de rapports de production et d'échange capitalistes (non marchands simples). Cette substitution se double alors facilement d'un a priori que ni l'histoire ni le raisonnement rationnel ne confortent, selon lequel « le marché » serait par lui-même auto-régulateur et producteur d'un « optimum social ». La « pauvreté » ne peut être alors expliquée que par des causes décrétées extérieures à la logique économique, comme la démographie ou les « erreurs » de politiques. Son rapport à la logique même de l'accumulation capitaliste est évacuée de la réflexion théorique. Or ce véritable virus libéral, qui pollue la pensée sociale contemporaine et en annihile la capacité de comprendre le monde, encore plus de le transformer, a profondément pénétré l'ensemble des « gauches historiques » constituées dans l'après seconde guerre mondiale. Les mouvements engagés à l'heure actuelle dans les luttes sociales pour un « autre monde » (meilleur) et une mondialisation alternative ne pourront produire des avancées sociales significatives que s'ils se débarrassent de ce virus pour ouvrir à nouveau un authentique débat théorique. Tant qu'ils ne se seront pas débarrassés de ce virus, les mouvements sociaux, même les mieux intentionnés, resteront enfermés dans les carcans de la pensée unique et de ce fait prisonniers de propositions inefficaces de « correctifs » - celles qui s'alimentent des rhétoriques concernant la « réduction de la pauvreté ».

L'analyse esquissée ci-dessus doit contribuer à ouvrir ce débat. Car elle rétablit la pertinence de l'association entre l'accumulation du capital d'une part et les phénomènes de paupérisation sociale d'autre part, une association dont Marx avait, il y a 150 ans, initié l'analyse des mécanismes, qui n'a guère été poursuivie depuis.